



Troisième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 21 - 24 octobre 1996

## PROGRAMMES DE PAYS

Point 7 de l'ordre du jour

# F

**Distribution: GÉNÉRALE**  
WFP/EB.3/96/7/Add.2  
2 septembre 1996  
**ORIGINAL: ANGLAIS**

**PAKISTAN**

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

## **NOTE À L'INTENTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **Le présent document contient des recommandations soumises au Conseil d'administration pour approbation.**

Conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire sur les méthodes de travail, les documents établis par le Secrétariat à l'intention du Conseil ont été rédigés dans un souci de concision et axés sur la prise de décisions. Les réunions du Conseil d'administration doivent prendre un tour pragmatique et favoriser le dialogue et les échanges entre les délégations et le Secrétariat. Celui-ci poursuivra les efforts déployés pour faciliter la mise en oeuvre de ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui souhaitent poser des questions d'ordre technique sur ce document à contacter directement les fonctionnaires mentionnés ci-après, de préférence quelque temps avant la session du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en session plénière.

Les fonctionnaires du PAM responsables de ce document sont les suivants:

Directeur régional:	M. Hammam	tel.: 5228-2208
Chargé des opérations:	P. Kennedy	tel.: 5228-2371

Pour toute question concernant la distribution des documents présentés au Conseil d'administration, veuillez contacter l'employé chargé de la documentation (tél.: 5228-2641).

## **ORIENTATION STRATÉGIQUE: INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET PAUVRETÉ**

1. Le schéma de stratégie de pays (SSP) pour le Pakistan (CFA:38/SCP:13/7 ODM/Add.1) a été soumis pour information au Sous-Comité des projets (SCP) en décembre 1994. Son élaboration s'était fondée sur un processus itératif de réunions consultatives et d'échanges d'informations avec le gouvernement et les autorités de projet, des organismes des Nations Unies et des donateurs, outre l'examen au siège et le processus d'approbation. À l'issue du processus d'établissement du SSP, le programme de pays, qui se compose de projets approuvés par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire (CPA), a été recentré et réaménagé pour mieux répondre au mandat du PAM et à l'orientation de sa politique en faveur des femmes, et afin de mieux cibler la pauvreté et l'insécurité alimentaire en s'attachant concrètement à la durabilité et aux préoccupations des femmes. Un résumé du Plan d'action du PAM pour la cause des femmes figure à l'Annexe VIII du présent document. La période couverte par le programme de pays (1994-1998) établi par le PAM correspond à celle du plan de développement quinquennal du gouvernement et à celle de la Note de stratégie nationale (NSN) approuvée par le gouvernement en avril 1996. Une table des matières de la NSN figure à l'Annexe XI.

### **Les populations pauvres qui souffrent de la faim: réponses prioritaires à leurs besoins**

2. La pauvreté est très répandue au Pakistan. Quoique le pays soit proche de l'autosuffisance alimentaire à l'échelon national, on observe des disparités très importantes entre régions et groupes de revenu. La pauvreté est particulièrement aiguë dans les zones de faibles précipitations ou de sols arides et marginaux: dans le Baluchistan, le sud du Sind, les zones de collines et de montagnes du nord du Pakistan, et quelques zones dans le sud et l'ouest du Punjab, la situation est aggravée par la persistance de régimes fonciers féodaux. Les indices de santé et de nutrition sont les plus bas au Baluchistan et dans le sud du Sind, et les niveaux éducatifs des femmes de même. Quoique la croissance économique accuse un accroissement impressionnant en moyenne annuelle, avec une progression de 5,5 pour cent du PIB, la production céréalière, qui progresse à raison de 2,4 pour cent par an, est dépassée par l'accroissement de la population qui, à 2,9 pour cent, menace d'annuler des gains de productivité durement acquis. Les cultures annuelles, maïs et blé, ont des rendements médiocres et laissent les sols nus pendant les grosses pluies d'été. La faim et l'insécurité alimentaire sont toutefois moins le fait de contraintes de production que de problèmes de distribution et d'accès.
3. La surexploitation des ressources naturelles dans les zones voisines de l'Afghanistan (Baluchistan et Province de la frontière du nord-ouest (PFNO)) est aggravée par la présence relativement prolongée de l'une des plus fortes populations de réfugiés au monde: les Afghans, des deux côtés de la frontière, dépendent actuellement du Pakistan pour leurs approvisionnements céréaliers. La pression démographique a conduit à cultiver des terres marginales et pentues, et le couvert forestier continue d'être appauvri par l'exploitation du bois de feu, des ressources fourragères et du bois d'oeuvre, ce qui aggrave les problèmes d'érosion et limite la rétention de l'eau par les sols, du fait d'écoulements de surface excessifs. Par ailleurs, le cheptel caprin et ovin sur les pentes dénudées des collines dépasse de beaucoup la capacité de charge des



terres, la fonction de protection des herbages se trouvant donc fortement diminuée.

4. Les pauvres et les personnes vulnérables représentent une part appréciable de la population, quoique les études qui auraient permis d'évaluer avec précision leur effectif et leur ventilation par âge et par sexe aient été trop peu nombreuses. On estime que le seuil de la pauvreté se situe entre 185 et 210 roupies par mois, selon les provinces, soit l'équivalent d'une ration alimentaire de 2 550 calories par adulte. Les disparités dans la distribution du revenu sont énormes: la part du revenu total qui revient au quintile inférieur de la population est seulement de 5,7 pour cent, contre près de 50 pour cent pour le quintile supérieur. En outre, la distribution géographique de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire est en rapport étroit avec les disparités entre sexes, manifestées par les indices de santé et d'éducation. À l'échelon familial, les femmes et les filles des ménages pauvres, ainsi que les nouveaux-nés et les enfants jusqu'à un an, sont les principales victimes du mauvais accès aux services de santé et d'éducation. Les faibles niveaux nutritionnels et l'apport insuffisant en micro-nutriments de base (fer, iode et vitamine A, notamment) accentuent la vulnérabilité.
5. Le principal problème auquel se heurte le huitième plan quinquennal de développement du Pakistan (exercice 1994-1998) tient au secteur social. Stagnants depuis plusieurs décennies, pratiquement tous les indicateurs sociaux du pays (alphabétisme, éducation, santé, nutrition, démographie, accès aux services de planification familiale) se trouvent tout en bas de l'échelle mondiale. Le programme d'action sociale (PAS) gouvernement/donateurs tente de concentrer les investissements dans ces domaines afin d'assurer que le progrès social rattrape la réussite économique du Pakistan.
6. Le gouvernement lance actuellement de vastes programmes de conservation de l'environnement, dans la foulée de la stratégie nationale de conservation et du plan directeur pour le secteur forestier, qui viennent d'être achevés. Les programmes qui portent sur l'aménagement des ressources naturelles (ARN) visent en particulier la ceinture forestière du nord et la participation locale tant à la planification qu'à la mise en oeuvre; on s'est aperçu, un peu tard, que la participation des femmes était capitale pour qu'ils aient des effets durables.
7. Les priorités du gouvernement sont indiquées dans la NSN récemment approuvée, laquelle, comme le portefeuille de projets de développement du PAM, se concentre sur l'action sociale et l'aménagement des ressources naturelles, en mettant en particulier l'accent sur la réforme institutionnelle, l'équité entre les sexes et le développement durable. Cette NSN porte sur la même période que le plan quinquennal en cours (qui s'achèvera en 1998) et le présent programme de pays. Les programmes de pays du PNUD et de l'UNICEF couvrent également la même période.



## Évaluation des activités passées et présentes du PAM dans le pays

8. Le SSP se fonde sur des examens antérieurs du portefeuille de développement intéressant le Pakistan, qui avaient recommandé, notamment, de simplifier la stratégie courante de logistique des produits, caractérisée par un assortiment trop large de produits de fort volume et de faible valeur, coûteux à transporter et à livrer aux bénéficiaires. La simplification requise a été entreprise: l'assortiment complexe de produits destinés à la distribution directe de vivres dans les deux projets du secteur social (scolarisation des filles et santé maternelle et infantile (SMI)) a fait place à un seul produit, de haute valeur: l'huile végétale, qui se révèle d'une grande efficacité économique en tant que transfert de revenu aux familles participantes. Sa forte valeur commerciale et sa masse réduite pour le transport permettent d'obtenir un indice alpha de 1,24, quand bien même les programmes de santé et d'éducation concernent de nombreux districts reculés. Pour les cinq projets vivres-contre-travail dans le secteur de l'aménagement des ressources naturelles, l'introduction de bons d'alimentation en échange du blé fourni par le PAM et livré au port (plutôt qu'une distribution directe sur les lieux des projets) se révèle efficace, tant par sa diffusion géographique et sa couverture des bénéficiaires que financièrement. En 1994-95, le blé s'est échangé au-dessus des prix C&F des importations commerciales, quoique les taux doivent maintenant être relevés pour suivre les niveaux atteints par le marché mondial en 1996.
9. Alors que les opérations d'alimentation de réfugiés afghans, dans le cadre des IPR successives menées depuis la mi-1985, avaient longtemps fait paraître le portefeuille de développement du Pakistan relativement modeste (dans un rapport de 10 à un), le désengagement progressif de l'alimentation de soins et d'entretien des réfugiés en 1996 a inversé la proportion dans le programme de pays. La mission d'évaluation des besoins de l'IPR, conduite en 1995 par le PAM, le HCR et des donateurs, a confirmé les recommandations faites précédemment concernant l'établissement de filets de sécurité pour les groupes vulnérables parmi la population réfugiée afghane résiduelle, ce qui établira une continuité entre secours et développement au Pakistan. L'ensemble de ces actions a aussi contribué à attirer une aide bilatérale additionnelle visant le cofinancement de projets avec le PAM, ainsi qu'à renforcer le partenariat avec les ONG locales et internationales en déployant une stratégie commune de développement et d'aide aux réfugiés.
10. Le PAM a fait oeuvre de pionnier en s'attachant aux priorités sectorielles du PAS et du programme d'ARN. Jusque vers le milieu des années 80, les projets forestiers financés par le PAM ont constitué une sorte de pré-investissement, préparant le passage de l'établissement de plantations traditionnelles de bois d'oeuvre à la foresterie sociale et à l'aménagement des bassins versants, qui allaient être encore développés par la suite grâce à l'aide des Pays-Bas et de l'Allemagne. Ces programmes sont désormais considérés comme suffisamment "bancables" pour attirer des prêts de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement. Le succès remporté par l'usage novateur fait par le PAM des rations à emporter pour inciter les parents à scolariser leurs filles a conduit à reproduire cette démarche dans d'autres zones où les contraintes culturelles sont susceptibles de limiter l'accès des filles à l'éducation; il en va de même de la solution qui consiste à distribuer une boîte d'huile pour marquer le franchissement des grandes étapes des programmes de santé (examens prénatals et vaccination des enfants par exemple).



## Orientation stratégique du programme de pays du PAM

11. Sur la base de la cartographie géographique de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, les interventions de développement du PAM se concentrent sur deux grands secteurs dans lesquels l'aide alimentaire s'est révélée avoir une influence déterminante sur la vie des pauvres et des victimes de l'insécurité alimentaire, et auxquels le gouvernement et les donateurs ont récemment donné la priorité absolue. Le PAS, qui vise essentiellement à améliorer l'accès des filles à l'éducation de base, et l'accès des mères et des enfants aux soins de santé primaires; et le programme d'ARN, notamment dans les zones concernées par l'afflux de réfugiés, qui se concentre sur la foresterie sociale et l'aménagement des bassins versants, et pour lequel les processus décisionnels d'aménagement des ressources ont une composante sexosociologique. La définition de ces secteurs comme prioritaires est pleinement conforme à la NSN approuvée par le gouvernement.
12. Le programme de pays se compose des projets précédemment approuvés par le CPA et redéfinis, comme il est indiqué ci-dessus et détaillé dans les tableaux de l'Annexe X. Privilégiant le renforcement des capacités et l'approche participative, ce programme est étroitement ciblé et concentre l'aide du PAM sur certaines des zones les plus pauvres du Pakistan. Il offre des incitations alimentaires aux mères pour qu'elles participent au programme SMI, aux parents pour qu'ils envoient leurs filles à l'école primaire, aux familles agricoles pauvres pour qu'elles réforment leurs pratiques d'utilisation des sols au bénéfice de la plantation d'arbres et de l'aménagement de pâturages; enfin il ouvre ses activités aux plus vulnérables parmi les populations de réfugiés.
13. Le Conseil d'administration est invité à approuver la stratégie de pays, telle que présentée en détail dans le SSP; à approuver le principe de souplesse d'affectation des ressources aux activités menées dans le pays pendant la durée du programme, dans la limite des ressources totales déjà engagées (50 millions de dollars<sup>1</sup> sur cinq ans: 1994-1998); et à approuver l'affectation de ressources supplémentaires, dans une proportion de 25 pour cent, pour élargir les activités de base du programme d'action sociale à d'autres zones géographiques prioritaires et à des régions sujettes aux catastrophes.

---

<sup>1</sup> Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.



## PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE PAYS (PAP)

### Ressources du programme de pays

14. Le portefeuille d'activités de développement en cours répartit les ressources également entre les programmes d'action sociale (un projet de santé, un projet éducatif) et d'aménagement des ressources naturelles (cinq projets, dont deux comportent des éléments de construction de routes rurales). L'exécution du programme, de 1994 à 1998, s'élève à 50 millions de dollars, soit en moyenne 10 millions de dollars par an, mais avec, le cas échéant, une progression jusqu'à 13 millions de dollars à mesure que l'exécution des projets avance. Cette progression se justifie compte tenu de la situation du pays et de la vulnérabilité de la population, des tendances passées de l'utilisation des ressources et de la bonne efficacité économique actuelle qu'autorise la nouvelle stratégie logistique. Les besoins d'aide alimentaire des réfugiés ont diminué, passant de plus de 100 millions de dollars en moyenne annuelle dans les années 80 à cinq millions de dollars en 1996. Le coût des programmes de base d'action sociale et de mise en valeur des ressources naturelles a été estimé annuellement à 12 millions de dollars en apports du PAM dans la dernière phase de la période du programme de pays (voir Graphique à l'Annexe I). Chaque élément pourrait être réduit en cas de pénurie de ressources, mais l'élargissement du programme rendrait nécessaire que le gouvernement accepte de prendre à sa charge le budget annuel de cofinancement des activités additionnelles. L'aide financée au titre de l'IPR (cinq millions de dollars en 1996) n'est pas incluse dans ce total, pas plus que les contributions de la RAIU.
15. Un programme de pays de cette taille, quoique proportionné aux niveaux d'utilisation passés et aux projections de disponibilité de ressources, reste modeste en regard des besoins d'ensemble d'intervention alimentaire. Pour que seulement 20 pour cent de la population puissent disposer de l'apport énergétique et protéique minimal, il faudrait fournir 1,25 million de tonnes de céréales de plus (pour un coût c.a.f. de 250 à 300 millions de dollars). Les engagements actuels du PAM représentent moins de cinq pour cent de ce chiffre. Les incitations alimentaires destinées uniquement à la scolarisation primaire des filles et à la fréquentation des centres SMI par les mères représenteraient une valeur bien inférieure. En outre, les contraintes logistiques et l'insuffisance des capacités financières et gestionnaires du gouvernement limiteraient quoi qu'il en soit la "demande effective". Néanmoins, les ressources qu'apportera le PAM au programme d'action sociale ne permettront de toucher que 10 à 20 pour cent des écolières potentielles, et moins de 25 pour cent des femmes susceptibles de fréquenter les centres SMI.
16. Des ressources bilatérales ont continué d'être engagées pour financer les éléments non alimentaires des projets appuyés par le PAM (voir fiches d'informations sur les projets à l'Annexe X) et une programmation conjointe commence aussi à être pratiquée avec les ONG. Ces actions devraient améliorer la qualité des projets et les délais d'exécution, là où les autorités provinciales ont des difficultés à financer les apports complémentaires. Elles pourraient aussi contribuer à élargir les activités (bilatérales ou du PAM) au bénéfice des groupes ou des zones hautement prioritaires déjà identifiés, conformément à des stratégies d'aide alimentaire convenues en commun. Une troisième option serait que ces ressources se substituent à l'aide du PAM dans les programmes pour lesquels l'aide alimentaire a contribué à faire la preuve du caractère positif de l'action en vue du développement durable, mais pour lesquels il est probable que les



investissements futurs devront provenir d'institutions internationales de prêt. Certaines activités ont déjà été identifiées en vue d'un désengagement, la relève étant prise par les autorités locales, les communautés ou des ressources privées. D'autres entreprises, comme la construction de routes rurales et de pistes forestières, commencent d'être entreprises avec des incitations alimentaires seulement, sans élément de rémunération en espèces de la main-d'oeuvre.

17. Les besoins annuels en ressources seront accordés aux plans de travail individuels des projets. Ceux-ci, à leur tour, seront justifiés par les résultats, mesurés lors d'examens annuels, et le bureau de pays, en concertation avec le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture (MINFAL), ajustera les ressources là où les disponibilités de produits sont limitées pour les activités de base du programme. Les activités supplémentaires de programme pourront consister à élargir les projets de base à de nouveaux districts, dans les zones géographiques prioritaires ciblées, ou dans des régions sujettes aux catastrophes, si des ressources additionnelles sont disponibles.

## Activités fondamentales de programme

### Programme d'action sociale (PAS)

18. Le programme gouvernemental considère que deux objectifs précis se prêtent à être appuyés par une aide alimentaire de projet: encourager les femmes enceintes ou allaitantes à avoir recours aux services de santé, et encourager les parents à scolariser leurs filles. Deux projets approuvés appuient d'ores et déjà ces objectifs (voir fiches d'informations sur les projets).
19. Le projet 2237 (Elarg.3), "Assistance aux soins de santé primaires", encourage les femmes enceintes à s'inscrire dans les dispensaires pour examen et vaccination antitétanique. L'incitation consiste en une boîte d'huile alimentaire pour ce premier examen, ainsi que pour un deuxième examen et une vaccination de rappel plus tard au cours de la grossesse. Une troisième boîte d'huile récompense la présentation du nouveau-né pour pesée et vaccination BCG, une quatrième la vaccination de l'enfant contre la diphtérie, la poliomyélite et le tétanos. À chacune de ces visites, la mère reçoit des informations sur les soins à apporter aux enfants, la nutrition et la planification familiale. Les dispensaires publics n'ont en général pour clientèle que des femmes pauvres. En choisissant de tels centres exclusivement dans des zones rurales défavorisées et dans les zones de taudis urbains, l'action se trouve concentrée exclusivement sur les groupes les plus vulnérables, à des époques de la vie où les transferts nutritionnels et les transferts de revenu à la famille sont les plus cruciaux. Les soins de santé primaires comptent parmi les priorités absolues du gouvernement, et sont appuyés par de nombreux donateurs (voir aussi le SSP et l'Annexe X). On peut certes inciter les femmes à une fréquentation plus régulière, mais celle-ci ne sera durablement assurée que par l'éducation des mères. Les premiers résultats ont généralement été positifs: les inscriptions sont en progression de 40 à 90 pour cent. La campagne de vaccination, quoiqu'elle prenne de l'ampleur, a souffert de la pénurie de vaccins au premier semestre 1995. Les maigres ressources que le gouvernement peut destiner aux soins de santé expliquent l'insuffisance des fonds alloués à l'éducation sanitaire et à la distribution de micro-nutriments d'appoint.
20. Le projet 4185, "Promotion de la scolarisation primaire des filles", fournit aussi une incitation sous forme d'huile, qui est distribuée aux parents des filles inscrites aux écoles de district à très faible taux de fréquentation féminine. Une ration d'huile à



emporter est distribuée chaque mois pour récompenser la fréquentation assidue de l'école. Cette distribution produit déjà des effets appréciables sur les inscriptions et l'assiduité des élèves et des enseignants (se reporter au document CFA 40/SCP 15/4/OMM/Add.1). Ce projet est essentiellement conçu pour appuyer les efforts multidonateurs (voir le SSP) visant à améliorer la qualité de l'enseignement primaire, et à multiplier et à équiper les salles de classe dans les zones rurales conservatrices où, traditionnellement, les filles ne vont pas à l'école. La ration d'huile qui sert d'incitation n'est distribuée que dans une phase initiale, c'est-à-dire jusqu'à ce que les taux de fréquentation scolaire rattrapent les niveaux urbains actuellement enregistrés au Baluchistan et dans la PFNO (50 pour cent). Des plans sont en cours de préparation pour entreprendre un projet analogue dans le Sind, et étudier les possibilités dans le sud du Punjab. Une aide, selon des principes équivalents, est actuellement planifiée par les Services du Secours Catholique (CRS) dans les écoles non gouvernementales de plusieurs zones, et cette organisation cofinancera les activités d'appui à l'éducation sanitaire menées par des ONG locales à l'intention des conseils de développement villageois et des comités parents/enseignants.

21. Ces deux projets appuient des actions cruciales pour le développement social des femmes au Pakistan, là où une incitation à participer est susceptible d'accélérer le progrès jusqu'à des niveaux acceptables de santé, d'éducation, et d'autodépendance familiale. L'examen dont ils ont été l'objet en 1996 a fait intervenir les représentants de donateurs bilatéraux, d'ONG et d'organismes des Nations Unies, ainsi que les autorités locales et des représentants du siège du PAM. Un examen préalable dans la perspective d'un éventuel nouveau programme sera nécessaire début 1998, avant que les engagements aient été complètement utilisés. Il permettra en outre de réajuster l'aide du PAM sur la deuxième phase du PAS, dont le démarrage est prévu pour cette époque et qui devrait comprendre un nouvel élément portant sur la nutrition.

### **Aménagement des ressources naturelles (ARN)**

22. Tous les projets ARN intéressent des zones pauvres et marginales. Dans le nord, les sites de projet sont principalement les régions de collines dénudées et érodées, sujettes à des inondations soudaines. Dans l'ouest, ils concernent des vallées semi-arides. Pratiquement toutes les zones intéressées ont subi un fort afflux de réfugiés, et de nombreuses localités sont sujettes à des séismes et glissements de terrain. Les objectifs initiaux étaient principalement axés sur la foresterie de protection, avec l'établissement de plantations d'arbres et la réalisation d'ouvrages de maîtrise des crues comme résultats physiques, le choix des espèces, la conception technique et l'exécution sur zone étant confiés aux départements locaux des forêts. Ces projets s'orientent actuellement vers la foresterie sociale.
23. Les comités villageois sont encouragés à cartographier leurs propres plans d'utilisation des terres et à assumer la responsabilité de l'entretien des plantations et des pâturages artificiels. La participation des femmes est encouragée, notamment pour la conduite des pépinières communautaires ou privées, les plantations forestières sur l'exploitation, et pour le choix des espèces d'arbres ou d'arbustes. Le revenu tiré du fourrage récolté localement et du bois de feu provenant des plantations arbustives est devenu un facteur important dans le choix de la stratégie d'utilisation des terres, et cela demande d'investir encore dans les études et la recherche. Quoique certains projets, qui ont plus tôt que d'autres bénéficié de cofinancements et d'un appui technique, soient plus avancés, tous évoluent vers une approche participative, font intervenir des techniques bon marché, et privilégient la formation, la vulgarisation et la démonstration



pour accroître le revenu tiré de terres marginales, tout en améliorant la durabilité et la reproductibilité des interventions. L'aide alimentaire distribuée à titre de transfert de revenu continue d'exercer un rôle incitatif, et atténue le risque pris en modifiant les pratiques. Des informations détaillées sur les projets ARN, par implantation géographique, figurent dans les fiches d'informations sur les projets, avec indication du cofinancement des donateurs et de la participation des ONG jusqu'à aujourd'hui. Les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Australie et l'Italie cofinancent les projets du PAM, et la Banque asiatique de développement, la Banque mondiale et le FIDA sont d'importants donateurs qui contribuent tant à financer qu'à appuyer l'établissement de politiques dans le secteur. L'assistance technique conjointe et le cofinancement sont prévus jusqu'en 1999. Les prêts sectoriels se poursuivront au-delà de l'an 2000.

24. Il sera envisagé de cofinancer des projets ARN dans des zones adjacentes aux sites actuels, si toutefois les apports financiers et techniques sont assurés, et si de nouvelles interventions alimentaires peuvent se justifier. Les incitations alimentaires (bons d'alimentation) pratiquées dans les projets actuels seront encore affinées pour viser plus étroitement les communautés pauvres présentes dans les bassins versants (bergers, femmes en quête d'activités génératrices de revenus, paysans sans terre et autres groupes défavorisés), en passant le relais des fonctions plus classiques d'investissement dans la foresterie de plantation et dans les ouvrages d'infrastructure aux banques internationales et régionales.

#### **Activités intéressant les réfugiés et préparation aux catastrophes**

25. Avec le retrait progressif de l'alimentation de soins et d'entretien des réfugiés, seules des prestations de filet de sécurité sont assurées aux personnes les plus vulnérables en attendant leur retour en Afghanistan. Des enquêtes socio-économiques ont d'ores et déjà été faites pour identifier les zones prioritaires, et des ressources ont été prévues à cet effet au titre de l'IPR 1997. L'un des éléments consiste à distribuer de l'huile alimentaire aux mères réfugiées pour les inciter à fréquenter les centres de santé primaires et aux filles pour les encourager à aller à l'école primaire, des rations d'huile étant aussi distribuées aux nouveaux arrivants, tandis que des incitations analogues sont offertes dans les centres de formation de femmes appuyés par les ONG, ainsi qu'aux handicapés (pour complément d'information, voir document EB.3/96/7-E Add.6 et fiches d'informations sur les projets à l'Annexe X). Au terme de l'intervention en cours, les groupes vulnérables restants seront inclus au nombre des bénéficiaires du programme normal d'aide sociale, en cours. Des dispositions sont aussi prises pour compléter les ressources mises au service des projets ARN employant des réfugiés. Dans l'hypothèse de catastrophes naturelles localisées, des vivres seront aussi disponibles pour secourir les victimes, du moins là où les dispensaires fonctionnent. Quoique cette solution ne prétende pas se substituer à un mécanisme d'intervention de grande ampleur en cas de catastrophe, elle peut permettre d'apporter une réponse initiale en temps de crise. Il n'est pas prévu de ressources additionnelles en cas d'urgence. En cas de besoins importants d'aide alimentaire, les demandes seront faites en conséquence, et toute ressource nouvelle sera acheminée par le mécanisme le plus approprié, dans le cadre des opérations en cours. L'emploi temporaire dans des activités vivres-contre-travail pourrait aussi secourir les groupes touchés par les catastrophes, et aider en outre certains des réfugiés restants.



## Activités de programme supplémentaires

26. Comme le programme d'action sociale du PAM ne concerne actuellement que 10 à 20 pour cent des filles d'âge scolaire et moins de 25 pour cent des femmes susceptibles de fréquenter les centres SMI, les activités de base dans ce secteur pourraient être élargies aussi bien dans les zones d'intervention actuelles que dans d'autres régions géographiques prioritaires (par exemple le Sind et le sud du Punjab). Pour permettre cet élargissement, le Conseil d'administration est invité à approuver une allocation de ressources additionnelle de 25 pour cent en sus de l'enveloppe actuelle à l'intention du secteur PAS. Il est prévu que le gouvernement cofinance ce nouvel apport pendant la période couverte par le programme de pays. Les contributions annoncées par l'entremise du PAM pourront être multilatérales, multilatérales à emploi spécifique ou bilatérales.

## Principaux problèmes et risques

27. La pratique récente des bons d'alimentation a confirmé la bonne rentabilité potentielle de cette option. De même, l'effet d'incitation de la distribution d'huile alimentaire aux femmes et aux filles qui participent aux programmes sanitaires et éducatifs est actuellement positif, et praticable d'un point de vue logistique. Ces deux options devront être régulièrement réévaluées. Les aspects sexesociologiques, dans le contexte de la participation communautaire, continueront d'être l'un des principaux défis à relever par les organismes d'exécution et les institutions partenaires. Les études faites par le PAM sur les conditions ambiantes dans lesquelles les femmes pourront en venir à participer et même à gérer le processus indiquent que les perspectives sont étroitement liées à l'association d'une formation et d'apports à des activités économiquement et socialement appropriées (voir Annexe IX). La participation visée suppose aussi que des financements et des concours suffisants soient apportés par le gouvernement, les communautés locales et la communauté internationale. Autre risque permanent, il est toujours à redouter que des catastrophes, dues à l'homme ou naturelles, ne viennent balayer les acquis dans la voie du développement économique et social durable. L'avancée de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire est étroitement liée à l'accroissement démographique et à la dégradation de l'environnement qui en résulte. Les familles locales, et de même les familles de réfugiés, sont exposées à des risques qui vont croissant dans les terres frontalières. Ces risques ne pourront être réduits au minimum qu'en tenant compte des caractéristiques géographiques régionales et des causes de la vulnérabilité telles qu'exposées dans le SSP.

---

## GESTION DU PROGRAMME

### Évaluation préalable du programme

28. Le portefeuille actuel d'activités a fait l'objet d'une évaluation et a été approuvé par le CPA. Les projets ont par la suite été ajustés en fonction du SSP, du nouveau mandat du PAM et des engagements pris en faveur des femmes.



## Exécution du programme

### Renforcement des capacités

29. Le PAM dispose du personnel nécessaire pour exécuter le programme de pays (voir annexe IV). Les ressources les plus cruciales pour la bonne exécution des programmes d'intervention alimentaire sont humaines: les personnes chargées de leur organisation et de leur gestion, et les participants eux-mêmes. Tous les projets ont une composante de formation ou d'éducation des bénéficiaires - dans les écoles, les centres de santé, ou les comités villageois. Cette composante est financée par les organismes gouvernementaux et les donateurs. L'aide du PAM dans ce domaine a été ciblée sur le financement de la formation d'homologues nationaux à l'analyse des données, à la sensibilisation aux aspects sexosociologiques, à la comptabilité, au suivi et à l'établissement de rapports. Jusqu'ici, les ressources limitées disponibles pour le suivi et l'évaluation (S&E) provenant du Programme ont dû être complétées par des fonds dégagés localement par la vente des matériaux d'emballage, ou par des donateurs bilatéraux. Il faudra trouver des financements supplémentaires pour renforcer la capacité institutionnelle des organismes de contrepartie chargés de la gestion et des structures associatives des communautés locales dans le domaine de la mobilisation sociale, des techniques d'évaluation rapide et de l'évaluation des effets des programmes. Des études spéciales visant à établir les bases de l'examen du programme seront effectuées par des ONG, des consultants et/ou des services techniques des organismes publics concernés. Les coûts locaux d'ensemble des activités complémentaires de formation et d'évaluation sont estimés à 29 000 dollars par an (voir plan de formation à l'Annexe VII).

### Mécanismes de logistique

30. Une stratégie de logistique simplifiée et économiquement efficace (expliquée dans le SSP) est actuellement appliquée, avec succès, à tous les projets de développement; pour les projets PAS, elle comporte la distribution d'une seule denrée d'une valeur élevée, l'huile, et pour les projets ARN, la distribution de bons d'alimentation que les bénéficiaires peuvent échanger, dans les zones de projet, contre du blé livré par le PAM au port de Karachi. Avec la cessation des activités d'alimentation inscrites au programme de soins et d'entretien des réfugiés, il est probable que ces modalités couvriront davantage les plus vulnérables parmi les réfugiés.

---

## SUIVI ET VÉRIFICATION DES COMPTES DE PROGRAMME

31. L'exécution du programme ne peut être mesurée par de simples indicateurs spécifiques de projet. Trois aspects en particulier devront être observés et mesurés: le rapport coût-efficacité des opérations d'aide alimentaire, l'appui aux initiatives d'orientation générale, et, plus important encore, l'efficacité du ciblage sur les pauvres ainsi que la durabilité du processus. Dans ce dernier domaine en particulier, on recueillera les avis des décideurs et des bénéficiaires eux-mêmes.
32. Les coûts des opérations alimentaires sont relativement simples à suivre. Les coûts des opérations logistiques d'acheminement du blé ou de sa monétisation peuvent être comparés à ceux des opérations commerciales. Les prix publics d'un assortiment alimentaire normalisé dans les zones de projet sont régulièrement contrôlés et l'inflation est mesurée. Le coût de la manutention et de la distribution directes de



l'huile alimentaire est aussi calculé à chacune des étapes de la chaîne logistique. La comparaison entre espèces, bons d'alimentation et transferts alimentaires servira de base pour réévaluer la stratégie de logistique alimentaire qui a été adoptée.

33. L'évaluation de l'appui aux politiques est plus complexe. En premier lieu, le PAM n'est qu'un organisme parmi les nombreux donateurs qui cofinancent les programmes d'action sociale et de gestion de l'utilisation des terres. Toute évaluation des progrès accomplis doit être une entreprise commune, dans laquelle le gouvernement et les donateurs conviennent de ne pas se contenter d'un simple train de réformes institutionnelles, d'objectifs généraux et de stratégies techniques et sociales, mais aussi d'établir une liste commune d'indicateurs à partir desquels juger des améliorations obtenues. C'est pour l'essentiel le cas en ce qui concerne le PAS. Pour ce qui est de l'aménagement des ressources naturelles, la stratégie nationale de conservation de l'environnement indique aussi des objectifs, mais elle est moins détaillée en ce qui concerne les mécanismes institutionnels et les stratégies pratiques permettant d'y parvenir. Des étapes clairement dessinées doivent être convenues pour rendre opérationnelle l'approche de foresterie sociale et assurer que les mécanismes de coordination font intervenir tous les groupes techniques et les partenaires locaux. Ce processus a été entrepris avec la création de la Commission des forêts, et les parties prenantes commencent à préciser une liste de politiques, d'objectifs et d'indicateurs d'avancement. La planification de l'utilisation des terres à l'échelon villageois ne peut elle non plus devenir le moteur d'une utilisation durable des ressources naturelles sans des investissements beaucoup plus massifs dans la formation, la vulgarisation, la démonstration, et de nouvelles recherches sur les utilisations concurrentes de la terre. En attendant qu'ait été convenu un choix d'indicateurs entre les autorités gouvernementales et les donateurs, l'Annexe IV présente certaines des actions et des résultats escomptés qu'il pourrait être opportun de suivre dans ce domaine du programme.
34. Le ciblage de la pauvreté prévoit un ou deux niveaux d'affectation spécifique, axés sur les districts défavorisés et, dans le cas des soins de santé primaires, sur une sélection complémentaire des localités très pauvres, confiée aux responsables des projets de santé. La compilation récemment convenue d'une base de données socio-économiques, ventilées par district et par sexe, qui sera réalisée par le Bureau fédéral de statistiques et financée par le PAM et plusieurs autres organismes des Nations Unies pour être disponible plus tard en 1996, contribuera à assurer la mise en place d'un mécanisme indépendant de ciblage de la pauvreté. Par la suite, le programme reposera aussi sur un processus d'autosélection réglé en fonction de la participation aux prestations d'action sociale ou à des travaux communautaires. Les indicateurs de priorité sont notamment les taux de fréquentation scolaire et sanitaire, le déficit alimentaire, le niveau de revenu familial et les perspectives d'emploi dans le secteur agricole ou industriel; ils seront mis à jour périodiquement. Des enquêtes seront effectuées de temps à autre pour s'assurer de l'efficacité du mécanisme d'autociblage et de la participation des familles et des femmes les plus pauvres. Ces enquêtes permettront aussi de réévaluer et d'affiner les indicateurs retenus pour mesurer la pauvreté et les besoins alimentaires.



## Examens annuels

35. Les examens annuels ont été introduits en 1995 pour les projets appuyés par le PAM. Ils consistent à systématiser le suivi des progrès accomplis, et permettent d'évaluer de façon plus régulière les résultats qu'il ne serait possible de connaître qu'à l'issue des évaluations intérimaires (qui ne sont faites qu'à intervalle de trois à cinq ans). Cet examen prend en compte tous les rapports de suivi et d'exécution, les recommandations formulées semestriellement par le Comité de coordination du projet et les rapports de vérification des comptes les plus récents (établis annuellement par le Gouvernement du Pakistan et semestriellement par les Commissaires aux comptes du PAM au Pakistan). Outre la participation du gouvernement et des autorités locales de projet, il est escompté que la participation d'organismes indépendants (ONU, partenaires bilatéraux, ONG) contribuera à guider l'évolution future des interventions. (Il conviendra de noter que l'examen annuel conjoint des interventions en faveur de réfugiés conduites par le HCR et le PAM se fait depuis plusieurs années avec les principaux donateurs, qui y participent à part entière). La présentation de ces rapports est analogue à celle des rapports d'avancement des projets soumis auparavant au SCP. Les rapports sont aussi disponibles localement et communiqués aux donateurs qui en font la demande. Des examens de gestion, effectués périodiquement, traitent des aspects sectoriels, de la logistique opérationnelle, et des mécanismes institutionnels et redditionnels. Ces rapports sont aussi mis localement à la disposition des donateurs. En 1996, l'examen s'est concentré sur le secteur du PAS. Il est prévu d'élargir la composition des comités de coordination de projet en invitant les représentants de donateurs, d'ONG et d'organismes des Nations Unies à prendre régulièrement part aux examens annuels de projet.

## Indicateurs

36. Les indicateurs d'exécution et de résultats de projets sont définis dans chacun des résumés individuels de projets. Depuis le début des opérations, certains ont été modifiés pour être recentrés sur les aspects sexosociologiques et la participation communautaire. Les projets d'aménagement des ressources naturelles en particulier enregistrent les nouveaux comités villageois créés, et la participation de ceux-ci à la conception et à l'exécution des plans locaux d'utilisation des terres. Les comités de femmes, leur participation aux décisions et aux activités de programme, leur formation et l'utilisation des apports sont aussi pris en compte. En ce qui concerne les projets de santé et d'éducation, les indicateurs de résultats les plus probants sont ceux qui comparent la fréquentation et l'assiduité dans les écoles et dans les centres de santé avec et sans incitations alimentaires. Les statistiques provinciales de santé et d'éducation sont utilisées pour suivre l'amélioration de la qualité et la diffusion des services. Ces données sont complétées par le système de suivi multidonateurs du PAS (Annexe IV). L'élément filet de sécurité de l'IPR permet de suivre la situation nutritionnelle et socio-économique des groupes vulnérables (financement du HCR), outre les transferts alimentaires. Dans toutes les interventions de projets, les indicateurs d'effets négatifs, y compris d'effets dissuasifs ou de perturbation des marchés locaux, seront aussi attentivement suivis.



## Ajustements et activités complémentaires

37. Bien qu'aucun financement nouveau ne soit prévu pour ce cycle de programmation, le programme sera continuellement ajusté en fonction des données de suivi collectées régulièrement pour chacun des projets et à l'occasion des examens annuels; sont également prévus des examens/évaluations sectorielles de projets PAS et ARN (pour 1996) et un bilan à mi-parcours du programme (pour 1997) (voir par. 38 à 41 et le Plan de suivi présenté à l'Annexe IV). Ces données permettront d'amorcer de nouvelles interventions, à titre pilote ou expérimental, s'inscrivant dans le cadre de la stratégie actuelle -- par exemple, le démarrage de projets d'action sociale ou d'aménagement des ressources naturelles dans de nouveaux districts ou le financement de nouveaux mécanismes de transfert de revenu à l'intention des familles bénéficiaires; ces interventions seraient financées à partir des ressources supplémentaires (à hauteur de 25 pour cent) que le Conseil d'administration est invité à approuver, ou par des contributions bilatérales additionnelles. Pour que le ciblage des priorités soit efficace, il est indispensable de ménager une certaine souplesse au sein du programme approuvé et entre les activités de projet.

---

## ÉVALUATION

38. L'évaluation approfondie du programme d'interventions alimentaires fera nécessairement intervenir les autorités gouvernementales, les donateurs, les organismes des Nations Unies et les ONG partenaires, ainsi que les participants eux-mêmes. Des études supplémentaires seront aussi nécessaires pour mettre à jour les informations dans certains domaines - par exemple la situation socio-économique de groupes cibles et de régions géographiques spécifiques - mais l'on se fondera principalement sur les rapports existants. Ce processus commun sera important, aussi bien en renforçant le sentiment de maîtrise des activités que pour en accroître la qualité et l'efficacité. Il sera nécessaire d'organiser des ateliers, aux échelons provincial et fédéral, avant la révision et l'amélioration aussi bien de la stratégie que des contenus du programme. Les avis du Conseil d'administration du PAM seront d'un intérêt capital pour que l'examen à mi-parcours (et ensuite l'examen final) portent bien sur les questions et les problèmes les plus importants.

### Examen de gestion

39. Un examen détaillé du programme d'action sociale a (auquel ont participé le PAM, le gouvernement et les donateurs) eu lieu en avril/mai 1996. Il a tenu compte des rapports d'avancement de deux projets (4185 présenté en octobre 1995 et 2237/03 qui sera soumis en octobre 1996). Ces deux documents fournissent des précisions sur les indicateurs et sur les effets. L'examen du PAS s'est également attaché à la question de la rentabilité.



## Évaluation sectorielle

40. Les 25 années de participation du PAM aux activités forestières et à l'aménagement du milieu naturel au Pakistan seront évaluées en septembre/octobre 1996. Outre qu'elle dressera le bilan des résultats et de l'exécution des projets, passés et présents, on escompte que cette évaluation puisera dans le fonds d'expérience des programmes d'aide bilatérale dans ce secteur, en intégrant les conclusions et les recommandations se rapportant à toutes les grandes interventions dans ce domaine. Des études ont commencé d'être compilées, et l'on prévoit aussi de faire participer les bénéficiaires, ainsi que les autorités locales, à la planification et à la conduite de l'évaluation. Les résultats de cette opération serviront de référence pour l'évaluation préalable d'un élément futur d'ARN du programme de pays, lorsque les projets actuellement en cours s'achèveront, en 1998-99. Le rapport résultant sera en outre utile pour mener à bien les études entreprises en vue de la création et du fonctionnement de la Commission des forêts, qui bénéficiera de financements multidonateurs. En outre il permettra d'établir des indicateurs servant à mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs généraux, notamment en ce qui concerne la participation communautaire.

## Examens à mi-parcours et final

41. L'examen à mi-parcours du programme d'aide du PAM au Pakistan dans son ensemble est prévu pour 1997. Cet examen se fondera sur l'évaluation sectorielle de l'aménagement des bassins versants et sur un examen de gestion du sous-programme PAS en 1996, ainsi que sur tous les examens annuels antérieurs de projets. Les grands thèmes en seront la conception des projets, leur gestion, leur financement et leur suivi, et il mettra en relief les questions de qualité, de priorité, de ponctualité, de continuité et de coordination, en portant une attention particulière au ciblage de la pauvreté, aux questions sexosociologiques, à la participation des bénéficiaires et à la durabilité. Il sera nécessaire de réévaluer la rentabilité économique des échanges alimentaires et les changements intervenus dans le niveau de la sécurité alimentaire, aux échelons tant national que local. Le SSP souligne qu'il importe de prévoir des mécanismes de préparation aux catastrophes naturelles et à de nouveaux afflux de réfugiés. La gestion prévisionnelle et le renforcement des institutions devront être réexaminés, de même que les résultats des projets visant à assurer la liaison entre secours et développement. L'examen final devrait avoir lieu fin 1998/début 1999.

---

## APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

42. Le Conseil d'administration est invité à approuver la stratégie de pays, telle qu'exposée dans le SSP, et à approuver le principe d'une affectation souple des ressources aux activités menées dans le pays pendant la durée du présent programme, dans la limite des ressources totales déjà engagées. Cette souplesse s'appliquerait au niveau sectoriel plutôt que transectoriel, à savoir entre les deux projets d'action sociale (où un seul produit, l'huile, est distribué) et parmi les cinq projets d'aménagement des ressources naturelles (où les bons d'alimentation à base de blé sont utilisés dans des programmes vivres-contre-travail). Le Conseil d'administration est aussi invité à approuver l'affectation de ressources supplémentaires, dans une proportion de 25 pour cent, pour élargir les activités de base du programme d'action sociale à d'autres zones géographiques prioritaires (telles que le Punjab et le Sind) et à des régions sujettes aux catastrophes.



## ANNEXE I

<b>MONTANTS DES RESSOURCES AFFECTÉES AUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DU PAM</b>
--

<b>PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DU PAM (Livraisons attendues, y compris transferts)</b>
---

Année	Blé (tonnes)	ARN (dollars)	Huile (tonnes)	PAS (dollars)	Total (dollars)
1994, effect. <sup>1</sup>		2 540 150	2 600	2 600 000	5 140 150
1995, effect. <sup>2</sup>	23 014	3 866 352	5 000	5 000 000	8 866 352
1996, estim.	39 000	6 552 000	3 300	3 300 000	9 852 000
1997, estim.	42 000	7 056 000	5 000	5 000 000	12 056 000
1998, estim.	42 000	7 056 000	6 500	6 500 000	13 556 000
Programme de pays (de 1994 à 1998)		Total (dollars) 49 470 502		Moyenne annuelle 9 894 100	

\* Hors période Programme de pays

<sup>1</sup> Livraisons effectives aux projets ARN: blé 7 500 tonnes, huile végétale 1 215 tonnes et sucre 250 tonnes.

<sup>2</sup> Y compris 15 000 tonnes de blé, fonds néerlandais 750 000 dollars et engagement de livraison de riz du Pakistan de 2 000 tonnes.

# PAKISTAN

# ANNEXE II

## PROJETS D'ACTION SOCIALE DU PAM

PROJET 2237

SOINS DE SANTE PRIMAIRES

PROJET 4185

SCOLARISATION PRIMAIRE DES FILLES

Les appellations et les frontières ou limites qui apparaissent sur la présente carte n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des territoires ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

**ANNEXE III****PAKISTAN****PROJETS PAM D'AMENAGEMENT  
DES RESSOURCES NATURELLES**

Les appellations et les frontières ou limites qui apparaissent sur la présente carte n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des territoires ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

PLAN DE SUIVI										ANNEXE IV			
PROJETS DU PAM AU PAKISTAN - PLAN ANNUEL DE SUIVI POUR 1996													
Mois	Projet*	Sous-projet	Activité	Prov.	Type doc.	Bureau ou Siège	Ag. fédérale	PAM			Donateur	ONU	ONG
FÉV.	4003	RD	Etude d'impact (Routes rurales à AJK)	K	Etude d'impact des routes (Rapport)			DP	P/PAM	SO/SH/KM			
	2237 (Elarg.3)		Examen annuel	P	Examen annuel (Rapport)		MOH	DAP	ZM	MAK	UE	UNICEF	CRS
MAR.	4256 (Elarg.5)		Comptes	BFK	Comptes annuels		SAFRON	DAP	YJ				
	4256 (Elarg.5)		Rapports finals	BFK	Rapports finals		SAFRON	DAP	YJ			HCR	
	4659		Examen annuel	F	Examen annuel (Rapport)		MINFA	DP	P/PAM	SO/SH/KM	NL	FAO	SRSC/ AKRSP
	2237 (Elarg.3)		Examen annuel	B	Examen annuel (Rapport)		MOH	DP	ZM	MA	UE	UNICEF	CRS
AVR.	2237 (Elarg.3)		Examen annuel	F	Examen annuel (Rapport)		MOH	DP	ZM	SA	UE	UNICEF	CRS
	4256 (Elarg.6)		Examen filet de sécurité	BFK	Plan de filet de sécurité		SAFRON	DAP	YJ		USA/UE	HCR	Divers
MAI	2237 (Elarg.3)		Examen annuel	S	Examen annuel (Rapport)		MOH/ME	DP	ZM	AK	UE	UNICEF	CRS
	PAS		Examen de gestion	N	Examen (Rapport)	OMM	MOH	DP	ZM	FO/PAS	UE	UNICEF	CRS
JUIN	4003	RD/ILM	Examen annuel	K	Examen annuel (Rapport)		MINFA	DP	P/PAM	SO/SH/KM	AUST/ITA	FAO/PNUD	
JUIL.	2309		Examen annuel	F	Examen annuel (Rapport)		MINFA	DP	P/PAM	SO/SH/KM	AUST/ITA	BAsD	SRSC/ WDA
AOÛT	2451		Examen annuel	F	Examen annuel (Rapport)		MINFA	DP	P/PAM	SO/SH/KM	GER	BAsD/OIT	
OCT.	ARN		Evaluation sectorielle	FKB	Rapport d'évaluation	OEDE	MINFA/ EUAD	DP	P/PAM	SO/SH/KM	NL/GER/ AUST/ITA	FAO/PNUD/ BAsD/OIT	SRSC/ WDA
	4185		Examen annuel	BF	Examen annuel (Rapport)		MINFA/ME	DP	ZM	MS	UE	UNICEF/ Banque mondiale	CRS
DÉC.	4377		Examen annuel	B	Examen annuel (Rapport)		MINFA	DP	P/PAM	SO/SH/KM	ITA	FAO/PNUD	

\* Tous projets qui reçoivent une aide ou un transfert financiers du PAM ou de donateurs bilatéraux font l'objet d'une vérification comptable semestrielle, tous les autres sont vérifiés annuellement.

Suite .....

## PLAN DE SUIVI - ABRÉVIATIONS

F	=	Province de la Frontière Nord-Ouest	P/PAM	=	Personnel du PAM	OIT	=	Organisation internationale du travail
B	=	Baluchistan	DP/DAP	=	Directeur de pays/Directeur adjoint, PAM	BM	=	Banque mondiale
K	=	Cachemire	HCR	=	Haut Commissariat pour les réfugiés	BAsD	=	Banque asiatique de développement
P	=	Punjab	ME	=	Ministère de l'Education	WDA	=	Association des femmes pour le développement
S	=	Sind	MOH	=	Ministère de la santé	CRS	=	Services du secours catholique
N	=	National	SAFRON	=	Division des Etats et des régions de Frontière	PNUD	=	Programme des Nations Unies pour le développement
AUST	=	Australie	MINFA	=	Ministère de l'alimentation et de l'agriculture	FAO	=	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
NL	=	Pays-Bas	AKRSP	=	Programme de soutien rural de l'Aga Khan	UNICEF	=	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USA	=	États-Unis d'Amérique				UE	=	Union européenne
						GER	=	Allemagne
						ITA	=	Italie
						SRSC	=	Société d'aide rurale de Sarhad

## PLAN DE SUIVI PREVU POUR 1997-98

### 1997

- L'examen annuel des projets ARN et PAS sera poursuivi en 1997
- Examen du programme de bons d'alimentation début 1997
- Examen du programme à mi-parcours à la mi-1997

### 1998

- L'examen annuel des projets ARN et PAS sera poursuivi en 1998
- Examen de fin de phase des projets 4003 et 4377 à la mi-1998
- Examen préalable pour élargissement du PAS au-delà des ressources existantes début 1998
- Examen final du programme début 1999

### Personnel chargé du suivi:

Trois agents internationaux du PAM (un consultant) et 15 cadres nationaux sont directement chargés du suivi et du contrôle financier des projets. Ils sont affectés à Islamabad, Quetta, Peshawar, Swat et Hyderabad. Deux ONG comptant 14 agents de suivi sont chargées du suivi de la composante ARN. Le gouvernement met 650 agents de supervision et de suivi au service de la composante ARN et plus de 1 200 agents au service des projets PAS du PAM.

**ANNEXE V****SUIVI DU PROGRAMME D'ACTION SOCIALE (PAS)****Principaux indicateurs du PAS - Education**

Taux de fréquentation scolaire primaire (jardin d'enfants - cinquième année) filles/garçons  
 Tendances de la fréquentation scolaire primaire (changement annuel en pourcentage)  
 ville/campagne, filles/garçons  
 Pourcentage d'enseignantes dans les écoles publiques, ville/campagne  
 Pourcentage d'écoles publiques rurales avec taux d'encadrement 1:40 pour les garçons,  
 1:25 pour les filles; moins de 1:25  
 Pourcentage d'écoles publiques rurales sans bâtiment  
 Dépenses publiques d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales  
 Dépenses totales d'éducation en pourcentage du PNB

**Indicateurs des projets d'éducation du PAM**

Tendance de la fréquentation scolaire des filles par classe et par district  
 Tendances de l'assiduité, des abandons, des redoublements et de l'assiduité des enseignants  
 Constitution de comités scolaires et appréciation des parents

**Principaux indicateurs PAS - Santé**

Espérance de vie à la naissance (ans) [ventilée par sexe]  
 Taux de mortalité infantile (pour mille)  
 Taux de natalité brut (pour mille)  
 Taux de mortalité brut (pour mille)  
 Effectif de population par médecin  
 Effectif de population par lit d'hôpital  
 Prévalence de la contraception (en pourcentage chez les femmes âgées de 15 à 49 ans)  
 Pourcentage d'enfants de moins d'un an complètement vaccinés  
 Pourcentage de femmes enceintes immunisées contre le tétanos  
 Pourcentage de femmes enceintes inscrites (sur le total des femmes enceintes)  
 Dépenses publiques de santé en pourcentage des dépenses publiques totales  
 Dépenses totales de santé en pourcentage du PNB

**Indicateurs des projets de santé primaires du PAM**

Tendances de l'inscription journalière des femmes enceintes  
 Incidence des vaccinations TT, BCG et DPT - première vaccination  
 Pourcentage de femmes inscrites dans le premier trimestre/semestre de la grossesse  
 Fréquence des visites des femmes enceintes au centre SMI  
 Pourcentage de femmes présentant leur enfant à la première visite post-natale  
 Pourcentage de femmes assistées par des agents sanitaires formés pendant l'accouchement  
 Pourcentage de femmes sensibilisées aux questions de santé et de planification familiale  
 Niveau de qualité des services SMI, y compris appréciation des bénéficiaires

**ANNEXE VI****SUIVI DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT****Politiques, planification et participation**

Mise à jour/révision de la législation forestière et des politiques de développement durable  
 Introduction généralisée de la planification villageoise de l'utilisation des terres et plantation d'espèces du choix des agriculteurs  
 Promotion de sources d'énergie de remplacement  
 Promotion de systèmes durables fondés sur la capacité de charge des terres en bétail  
 Plans améliorés de gestion des forêts publiques et des terres privées, avec la pleine participation des utilisateurs  
 Participation accrue des ONG à l'aménagement des ressources naturelles  
 Meilleures prestations des services techniques et de vulgarisation pour l'aménagement des bassins versants  
 Augmentation progressive de la prise en charge du coût des intrants par les agriculteurs et communautés bénéficiaires  
 Distribution équitable et prompt du produit des ventes aux populations locales (forêts de Guzara et forêts protégées)  
 Création d'industries du bois efficaces

**Formation, vulgarisation et services**

Recrutement de personnel forestier, et notamment de femmes  
 Mise en place de structures de formation pour passer à la foresterie sociale  
 Formation des agents de vulgarisation agricole, forestière et zootechnique à l'aménagement intégré des ressources naturelles  
 Développement de l'usage du GPS pour la mesure fiable et rapide des superficies sous différentes formes de systèmes d'utilisation des terres

**Recherche et incidences**

Amélioration des conditions socio-économiques sous l'effet d'une meilleure gestion des ressources naturelles  
 Production et disponibilités en bois de feu, bois d'oeuvre et fourrage  
 Amélioration de la qualité du cheptel  
 Réduction de l'envasement des grandes retenues de barrage  
 Examens réguliers et études périodiques

**INDICATEURS DES PROJETS ARN DU PAM****Planification, participation et formation**

Villages étudiés pour amélioration de la gestion des terres, comités constitués (hommes/femmes)  
 Formation - mobilisation technique et sociale (hommes/femmes)  
 Accords conclus pour reboisement/amélioration des herbages  
 Plans villageois d'utilisation des terres établis - nombre d'agriculteurs/de familles concernés, participation des femmes, choix des espèces

**Exécution**

Achat et utilisation d'intrants, journées de travail (hommes/femmes)  
 Pépinières créées - dont pépinières aménagées par des femmes/à l'exploitation. Qualité et nombre de plants  
 Plantations, protection contre les crues, conservation des sols et aménagement des parcours. Cultures/produits escomptés (hommes/femmes)  
 Qualité des plantations et des ouvrages de protection et de conservation  
 Routes/sentiers réalisés, qualité, et villages/communautés concernés

**Effets**

Production de bois combustible et de fourrage, accessibilité aux femmes, consommation, ventes et prix; prix alimentaires  
 Études spéciales sur la participation et le revenu des femmes; effet des routes sur les prix du transport local, sur l'accès aux services  
 Équité devant l'emploi, les incitations en bons d'alimentation ou en espèces; taux de rémunération du travail

## ANNEXE VII

<b>PLAN DE FORMATION 1995-1998</b>
------------------------------------

L'objectif global que poursuit ce plan est de renforcer la capacité et les moyens du PAM et des personnels de contrepartie, afin d'améliorer l'efficacité de l'exécution du programme et de mieux évaluer ses effets. Ce plan est fondé sur une série d'évaluations des besoins et d'examens effectués en étroite consultation et collaboration avec les départements concernés du gouvernement. La stratégie consiste à déployer un large spectre d'activités de formation, combinant formations structurées en groupes et formations plus libres, ces dernières dans le cadre de voyages d'étude et d'échanges. Les domaines de formation ci-après ont été retenus pour la période couverte par le plan: suivi et évaluation (S&E), évaluation des effets, informatique, questions sexosociologiques, visites d'échanges et voyages d'étude, développement communautaire, gestion des programmes et gestion financière. Ces domaines d'étude ont été segmentés en vue de formations sectorielles, et leur cofinancement a été prévu, toujours sur une base tripartite: fonds de S&E du PAM, produit des ventes de denrées par le Gouvernement pakistanais, et donations bilatérales. L'exécution du plan de formation a commencé courant 1995, avec la mise sur pied d'une série de formations à ce qui suit: questions sexosociologiques, S&E, examen de l'exécution des projets et analyse des données, à l'intention de personnels de contrepartie. Cet effort sera intensifié dans la période sur laquelle porte le plan (voir tableau ci-après).

Secteur	Type	Période d'exécution				Source de financement			
		1995	1996	1997	1998	Produit des ventes, Gouvernement	PAM		Donateurs bilatéraux
							S&E	Siège	
ARN	Ateliers S&E	X	X	X	X		X		
	Examen de l'exécution des projets	X	X	X			X		
	Informatique	X	X				X		
	Études d'impact		X				X	X	
	Analyse des effets sur bénéficiaires								
	Visites d'échanges		X	X				X	X
	Formations sexospécifiques	X	X				X		
	Visites d'échanges pour les femmes		X	X				X	
PAS	Formation d'homologues	X	X	X	X	X	X		
	Ateliers S&E de district		X	X	X		X		
	Ateliers S&E fédéraux	X	X	X	X		X		
	Visites d'échanges		X		X			X	
Agents du PAM	Informatique		X					X	
	Gestion et système d'informations financières		X					X	
	Gestion de programmes		X	X				X	
	Développement communautaire		X	X				X	
	Sexosociologie et développement		X	X			X	X	X
	Voyages d'étude		X	X				X	

**ANNEXE VIII****RÉSUMÉ DU PLAN D'ACTION DU PAM POUR LA CAUSE  
DES FEMMES (PAF)**

Le plan d'action du PAM pour la cause des femmes vise, dans le court terme, à améliorer les indicateurs du développement socio-économique des femmes et, à long terme, à intégrer les femmes dans les structures de pouvoir en assurant leur participation aux organes de décisions. Plus particulièrement, les projets du PAM sont conçus de manière à accroître la participation des femmes aux activités de conservation de l'environnement et à améliorer leur accès aux soins de santé primaires et à l'enseignement. Le PAM a ciblé les zones où les indicateurs socio-économiques sont particulièrement alarmants - la dégradation de l'environnement dans les districts pauvres et aux ressources marginales a atteint la cote d'alerte, et les disparités entre les sexes en matière de santé et d'éducation sont en général les plus fortes dans ces mêmes zones géographiques.

Le plan d'action pour la cause des femmes établit la liste des objectifs ou des buts qu'il faut atteindre ou poursuivre dans la période de programme en cours. Il s'agit notamment de parvenir à un meilleur équilibre des sexes dans l'effectif des personnels pour s'assurer l'accès aux femmes bénéficiaires, d'encourager les femmes à participer plus nombreuses aux projets, en procédant à l'évaluation des besoins et en établissant des liens avec les organisations communautaires, d'identifier les besoins de formation des bénéficiaires, des agents féminins du PAM et des femmes dans les organismes de contrepartie, et d'explorer la possibilité d'élargir les projets à des zones pas encore couvertes. Il est aussi prévu d'aider les organismes gouvernementaux à constituer des bases de données ventilées par sexe et d'établir les rapports relatifs aux projets en cours selon une présentation faisant mieux la part des spécificités sexesociales.

Au cours de l'année écoulée, le PAM a entrepris et mené à bien plusieurs activités revêtant un caractère sexesocial dans le cadre des projets PAS et ARN. Une étude détaillée du rôle des femmes dans les projets appuyés par le PAM a été faite et le Plan d'action a été élaboré. Des dimensions sexesociales ont été intégrées dans les documents de projet et de programme, et certains projets ont été remaniés pour prendre en compte les besoins des femmes dès le stade de la définition des activités. En outre, il a été décidé de délivrer les bons d'alimentation directement aux femmes, et des femmes, membres d'organismes de contrepartie, ont été accueillies dans les activités de formation. Un nouveau mode de suivi réservant une part aux contacts avec les bénéficiaires a visé exclusivement les femmes. Le PAM a par ailleurs recruté des agents de sexe féminin en plus grand nombre et a organisé un atelier de sensibilisation aux questions sexesociologiques à l'intention de tous les agents des projets ARN. Un effort a également été fait pour établir des rapports avec toutes les ONG et les donateurs qui traitent de questions sexesociales, et une participation régulière a été assurée aux réunions de réseaux tels celui de l'information sur les femmes dans le développement (INWID). Le PAM a présidé le groupe de travail interorganisations sur la collecte de données socio-économiques ventilées par sexe et il est convenu de cofinancer la base de données du Bureau fédéral de statistiques, qui devait être achevée en avril ou mai 1996.

Le Plan d'action pour la cause des femmes fera désormais partie intégrante du document de programme de pays, de même que le plan de formation, et tous deux structureront l'appui à l'exécution, ainsi que le processus d'examen des activités.

## ANNEXE IX

<b>AMÉNAGEMENT DES RESSOURCES NATURELLES: RÔLE ET PARTICIPATION DES FEMMES PAKISTANAISES</b>
--

<b>FEMMES PAKISTANAISES</b>	<b>TRÈS MOBILES (peu ou pas de purdah, les plus pauvres en général)</b>	<b>PARTIELLEMENT MOBILES (purdah, mais déplacements possibles)</b>	<b>TRÈS CONTROLÉES (purdah strict, la femme reste au foyer)</b>
<b>ENVIRONNEMENT SOCIAL, ECONOMIQUE ET POLITIQUE DES FEMMES</b>			
<u>Environnement social</u>			
Groupes homogènes	LA PLUS FORTE participation	UN PEU de participation	TRÈS PEU de participation mais possible
Groupes hétérogènes	MOINS de participation	MOINS de participation	LA PLUS FAIBLE participation
Environnement économique	[travaux ménagers plus ...]	[travaux ménagers plus ...]	[travaux ménagers plus ...]
Accès aux ressources	UN PEU (accès au marché, mais limité)	PEU (limité au clan)	AUCUN (dépendance totale à l'égard des hommes)
Décisions	UN PEU	PEU	AUCUNES
Participation à la main-d'oeuvre	FORTE (actives en agriculture, collecte du bois combustible et du fourrage; conduite des troupeaux dans des zones pastorales)	MOYENNE (collecte de bois et de fourrage; conduite des troupeaux au village et soins à l'étable)	FAIBLE (broderie, tricot, seulement utilisatrices du bois et du fourrage; alimentation des bêtes à l'étable)
<u>Environnement politique</u>			
Décisions	LIMITÉES	LIMITÉES	TRÈS LIMITÉES
Association en groupes	POSSIBLE (dans le clan)	POSSIBLE (dans le clan)	TRÈS LIMITÉE
Activités de groupes	POSSIBLES (dans le clan)	POSSIBLES (dans le clan)	TRÈS LIMITÉES

Suite ..

**POSSIBILITÉS DE PARTICIPATION DES FEMMES AUX PROGRAMMES ET ACTIVITÉS**

Pépinières de femmes/familiales	au village	au village/dans le clan	à la maison
Potager et verger	sur terres familiales	sur terres familiales et à la maison	à la maison
Élevage de volaille (y compris formation et services vétérinaires de base)	à la maison	à la maison	à la maison
Fourneaux améliorés	à la maison	à la maison	à la maison
Production de fourneaux	au village	au village/dans le clan	à la maison
Agroforesterie	sur terres privées	sur terres familiales	
Parcelles boisées	sur terres communautaires	sur terres familiales	

**FORMATION ET INTERVENTIONS**

Formation pratique	en groupes dans le clan, mais pas nécessairement à la maison	groupes familiaux ou de voisinage	travaux d'intérieur
Génération de revenu	activités non traditionnelles	à la maison ou dans le voisinage	activités féminines traditionnelles
Intrants/crédit	intrants/crédit de démarrage	intrants/crédit de démarrage	intrants/crédit de démarrage
Conseil technique	nécessaire	nécessaire	nécessaire
Utilisation de bons d'alimentation	possible	limitée	pas recommandée
Financement villageois de contrepartie	possible (mais groupes villageois les plus pauvres)	possible	possible (si l'on convainc les hommes)
Autres formations	santé, hygiène et nutrition	santé, hygiène et nutrition	sensibilisation aux questions de santé, d'hygiène, de nutrition et de conservation des ressources naturelles

---

## ANNEXE X

**FICHES D'INFORMATIONS SUR LES PROJETS  
(Projets de développement et IPR du PAM au Pakistan)**

Cote/Nom	Valeur/Durée	Organe d'exécution	Objectifs	Groupe cible	Région	Donateur cofinancement
<b>AMENAGEMENT DES RESSOURCES NATURELLES (ARN)</b>						
2451 (Elarg.1) Assistance aux populations des bassins versants de Tarbela et de Mangla CPA 33 SCP 8	PAM \$11,8m GdP. \$15,4m  Cinq ans, à compter du 1er juillet 1993	Départ. des forêts, PFNO MINFA pour liaison	- Réduire l'érosion des sols et les risques de crues, en traitant 155 arpents de terres privées par plantation, barrages régulateurs, traitement des ravines et murets de protection des berges, exclusion du bétail. - Formation agriculteurs aux techniques intégrées d'utilisation des terres. - Organiser des comités villageois en vue de leur participation à la planification et à la gestion des moyens de production.	21 500 familles pauvres, par afforestation d'une partie de leurs terres et introduction de l'agrosylviculture; et 10 000 petites exploitations bénéficiant de la conservation des sols (terrasses nouvelles et restaurées). Gains dans la production de bois de feu, bois d'oeuvre et fourrage.	Districts de Abbottabad/Mansehra et Kohistan. Population estimative: six millions. Toute la zone, qui inclut le moyen bassin de l'Indus, et les barrages de Mangla et Tarbela, est très dégradée du fait des pressions exercées par les populations humaines et la surcharge en cheptel.	Allemagne: 15,5 millions DM de financements de contrepartie; OIT: assistance technique pour amélioration de l'outillage et études de main-d'oeuvre. KFW et gouvernement sont convenus de réorienter le projet de la création classique de plantations à la foresterie communautaire pour encourager les comités à établir leurs propres plans d'utilisation des terres et à se charger de l'entretien des plantations.
4659 Réhabilitation de l'environnement dans la Division de Malakand, PFNO CPA 32 SCP 7	PAM \$7,7m GdP. \$13,9m  Cinq ans à compter du 1er janvier 1994	Départ. des forêts, PFNO MINFA pour liaison	Réduire l'érosion des sols et les risques de crues, en traitant 95 000 arpents de terres privées par plantation, barrages régulateurs, traitement des ravines et murets de protection des berges, exclusion du bétail. Accroissement des disponibilités de bois de feu, bois d'oeuvre et fourrage.	14 000 familles devraient participer directement au projet. Les propriétaires fonciers bénéficieront d'un revenu accru (bois de feu et bois d'oeuvre). Un groupe beaucoup plus important bénéficiera de l'amélioration des pâturages et des meilleures disponibilités en fourrage.	Population d'environ quatre millions. Districts de Swat, Chitral et Buner, division de Malakand, PFNO. Les bassins de plusieurs cours d'eau sont surpâturés et appauvris en bois de feu, du fait de la surpopulation et de la présence de réfugiés.	Contribution de sept millions de dollars (Pays-Bas) pour élément en espèces au titre de la rémunération et de l'assistance technique. Le projet a été refondu pour incorporer pleinement les activités de foresterie sociale telles qu'élaborées par le projet social du Malakand, financé par les Pays-Bas, Division du Makaland, avec laquelle il partage des moyens techniques et de formation.

Suite ..

**FICHES D'INFORMATIONS SUR LES PROJETS  
(Projets de développement et IPR du PAM au Pakistan)**

Cote/Nom	Valeur/Durée	Organe d'exécution	Objectifs	Groupe cible	Région	Donateur cofinancement
4003 Développement rural dans le nord-est  CPA 30 SCP 15	PAM \$9,1m GdP. \$14,1m  Cinq ans à compter du 1er juillet 1993	Département LG&RDD/Départ. des forêts <sup>2</sup> AJK <sup>3</sup> MINFA pour liaison	Réduire l'érosion des sols et les risques de crues, en traitant 30 000 arpents de terres privées par plantation, barrages régulateurs, murets de protection des berges, exclusion du bétail. Promouvoir développement rural durable par activités à fort coefficient de main-d'oeuvre identifiées avec les communautés et exécutées par elles (amélioration des infrastructures, notamment routes rurales).	5 000 familles, par afforestation d'une partie de leurs terres; 1 500 agriculteurs bénéficiant de la conservation des sols/mise en valeur des pâturages; 14 500 travailleurs participant à la construction de routes seront assistés.	Tous les districts AJK. La plupart sont sous développés, avec économie principalement agraire. Exploitation familiale moyenne: 3,4 arpents, dont deux en banquettes/terrasses. Zone très montagneuse, accès routier aux villages médiocre. Pression démographique et surcharge en cheptel ajoutent aux problèmes d'érosion.	Assistance technique PNUD/FAO au projet Suketar, et aide de la Banque mondiale à l'unité de planification de l'utilisation des terres; aide australienne de trois millions de dollars austr. (blé) pour monétisation (fraction de rémunération en espèces et formation à la mobilisation sociale); aide suédoise de 500 000 dollars pour outillage; 5 000 dollars des Pays-Bas pour l'achat d'instruments de topographie.
4377 Conservation et mise en valeur ressources en eau au Baluchistan  CPA 34 SCP 9	PAM \$1,9m GdP. \$2,6m  Trois ans jusqu'au 30 juin 1997	Départ. des forêts, Baluchistan MINFA pour liaison	Promouvoir développement rural durable par activités à fort coefficient de main-d'oeuvre dans les bassins versants, remise en état des karez pour conservation des terres et des eaux.	Environ 5 000 agriculteurs participeront directement aux activités de projet, dont 2 000 à la réfection des karez/activités de conservation des sols. 1 200 aux aménagements hydrauliques (consommation humaine et points d'eau pour bétail) et 1 800 à des activités d'aménagement des parcours dans bassins versants (travaux hydrauliques).	Districts de Q. Salfullah, Q. Abdullah, Loralal, Quetta, Pishin et Mastung. Le Baluchistan occupe près de 44 pour cent du territoire national, avec seulement cinq pour cent de la population totale. Principalement relief très accidenté et déserts. Climat aride à semi-aride. Nappe phréatique s'abaissant appréciablement d'année en année.	FAO/PNUD fourniront assistance technique; aide italienne d'environ 700 000 dollars (vivres) par monétisation pour améliorer suivi et supervision et fourniture d'outillage et de matériel indispensables.

Suite ../.

**FICHES D'INFORMATIONS SUR LES PROJETS**  
**(Projets de développement et IPR du PAM au Pakistan)**

<b>Cote/Nom</b>	<b>Valeur/Durée</b>	<b>Organe d'exécution</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Groupe cible</b>	<b>Région</b>	<b>Donateur cofinancement</b>
2309 (Elarg.2) Développement rural et ouvrages de conservation, PFNO  CFA 28 SCP 3	PAM \$8,0m GdP. \$16,0m  Initialement trois ans à compter du 1er juillet 1991 Redémarré en 1996 après refonte	LG&RDD <sup>2</sup> et Départ. des forêts, PFNO, avec coordination PEDD provinciale. MINFA pour liaison	Promouvoir développement rural durable et conservation par activités à fort coefficient de main-d'oeuvre. Résultats escomptés: plantations villageoises et pâturage en rotation. Aussi routes rurales.	Aide à environ 13 500 travailleurs (infrastructures rurales) et 4 800 agriculteurs (reboisement et conservation des sols).	Districts de Kohak, Karak, Bannu, Lakki dans la PFNO (surtout zones ayant reçu beaucoup de réfugiés afghans). La région est semi-aride et l'agriculture principalement pluviale, avec élevage associé.	Six camions Volvo donnés par le Gouvernement suédois ont été vendus, et le produit utilisé pour acheter des véhicules plus légers pour suivi et supervision. AusAID finance les salaires, l'outillage et la formation pour l'élément forestier. Le projet se coordonnera avec le prochain projet BASD dans la zone. Deux ONG (SRSC et WDA) participent aux activités de mobilisation sociale, formation et suivi.
						Suite ../.

**FICHES D'INFORMATION SUR LES PROJETS**  
**(Projets de développement et IPR du PAM au Pakistan)**

Cote/nom	Valeur/durée	Organe d'exécution	Objectifs	Groupe cible	Région	Donateur cofinancement
<b>PROGRAMME D'ACTION SOCIALE (PAS)<sup>1</sup></b>						
4185 Promotion de l'enseignement primaire pour les filles au Baluchistan et dans la PFNO, le Sind et le Punjab	PAM \$7,6m G. de P.: \$1,0m Cinq ans à compter du 1er mai 1994	Départements de l'éducation de la PFNO, du Baluchistan, du Sind et du Punjab	- Accroître la scolarisation, améliorer la fréquentation scolaire et réduire le nombre d'abandons scolaires dans les écoles primaires de filles en zone rurale - Réduire l'absentéisme des enseignantes dans ces écoles	Écolières et enseignantes dans les régions où le taux de scolarisation des filles est le plus faible, qui correspondent aux régions les plus pauvres du pays	Actuellement: Quetta, Mastung, Loralai, Chagai, Kharan et Qilla Saifullah au Baluchistan, Dir et Kohistan dans la PFNO. Devrait s'étendre à Sibi, Bolan, Musakhel et Kalat au Baluchistan, et à Batagram et Tank dans la PFNO. Démarrage de phases pilotes en avril 1996 à Mitti, Badin, Dadu, Jacobabad et Ghoki dans le Sind et dans le sud du Punjab	Contribution suédoise de \$563 800 pour l'achat de camions et d'ANA. Subvention néerlandaise de \$50 000 pour financer les bons d'alimentation. Coopération avec CRS dans le district de Dir et autres régions pilotes
CPA 31 SCP 6						
2237 (Elarg.3) Aide pour les soins de santé primaires	PAM \$26,3m G. de P.: \$15,3m	Ministère de la santé, de l'enseignement spécial et de l'aide sociale	- Encourager la fréquentation des centres de santé par les femmes enceintes et allaitantes - Promouvoir l'utilisation des centres de soins de santé primaires	Femmes enceintes et mères allaitantes, accompagnées de leurs enfants, fréquentant les centres de santé en zone rurale pauvre  NB: Envisager usage expérimental de primes d'encouragement pour les agents des services de santé et les malades de la tuberculose non hospitalisés, en cours de traitement	Certains districts du Punjab, du Baluchistan, de la PFNO, du Sind, et d'AJK. Priorité aux régions où les indicateurs sociaux (santé et éducation féminine) et économiques (revenu des ménages, production et emploi) sont les plus bas	De nombreux donateurs (bilatéraux, ONG, banques de développement internationales) assistent ce secteur pour améliorer la qualité et la couverture des services de santé et de planification familiale (voir le SSP)
CPA 29 SCP 4	Sept ans à compter du 1er janvier 1992					

Suite ../.

**FICHES D'INFORMATION SUR LES PROJETS  
(Projets de développement et IPR du PAM au Pakistan)**

<b>Cote/nom</b>	<b>Valeur/durée</b>	<b>Organe d'exécution</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Groupe cible</b>	<b>Région</b>	<b>Donateur cofinancement</b>
<b>AIDE AUX RÉFUGIÉS (IPR)</b>						
IPR 4256 (Elarg.6) Alimentation des afghans réfugiés au Pakistan	PAM: \$5,1m G. de P.: \$2,0m  1996	Ministère d'Etat et Division des régions frontalières (MEDRF)	- Atténuer les conséquences du retrait de l'alimentation de soin et d'entretien des réfugiés afghans, en mettant en place un "filet de sécurité" à l'intention des plus vulnérables - Organiser des programmes d'éducation et de formation à des activités rémunératrices pour permettre aux groupes marginiaux/vulnérables de devenir autonomes	Environ 2 000 familles (à peine arrivées à Nasir Bagh) et groupes vulnérables (environ 10 pour cent de la population totale des camps)	Les villages de réfugiés sont essentiellement concentrés dans les zones frontalières de la PFNO, du Baluchistan et du Punjab, mais certains réfugiés vivent dans les grandes agglomérations de ces trois provinces	Le HCR s'occupe des activités touchant la santé, l'eau potable, l'éducation, des activités génératrices de revenus et de la mise en place du filet de sécurité. Plusieurs ONG participent à ces activités en tant que partenaires d'exécution. Les Commissariats aux réfugiés afghans (CAR) sont responsables de la coordination des questions politiques et opérationnelles nécessitant l'aide du gouvernement et des donateurs.
CPA 40 SCP 15						

<sup>1</sup> Un projet complémentaire financé par le Canada et portant sur un soutien à l'éducation sanitaire et aux intrants dans le contexte du PAS au Pakistan est en cours de préparation; il visera à appuyer et élargir les deux projets concernant la santé, les micro-nutriments et l'éducation sanitaire.

<sup>2</sup> Gouvernement local et Département du développement rural.

<sup>3</sup> Azad, Jammun et Kashmir.

**ANNEXE XI****NOTE DE STRATEGIE NATIONALE (NSN): PAKISTAN**

(1994 - 1998)

**Table des matières**

- 1. Note de stratégie nationale:  
Processus d'élaboration et de consultation**
- 2. L'environnement socio-économique: un résumé**
- 3. Priorités nationales pour un développement humain durable et agenda commun pour le soutien des institutions des Nations Unies**
  - 3.1 Action sectorielle
    - 3.1.1 Action sociale:
      - Bien-être des populations
      - Éducation de base
      - Santé et nutrition
      - Contrôle des drogues
      - Eau et hygiène
    - 3.1.2 Développement durable:
      - Création de revenu, emploi et productivité en milieu rural
      - Conservation de l'environnement et des ressources naturelles
      - Atténuation des conséquences des catastrophes

### 3.1.3 Réforme institutionnelle

## 3.2 Action locale

3.2.1 - Programmes de mise en valeur locale

3.2.2 - Zones touchées par la présence de réfugiés

## **4. Coordination de l'assistance**

4.1 Flux global d'aide et priorités des donateurs

4.2 Organismes des Nations Unies - le processus

4.3 Renforcement des partenariats